

PLATE-FORME FRANCAISE DES ORGANISATIONS DE
SOLIDARITE INTERNATIONALE AUPRES DU COMITE DE
LIAISON DES O.N.G DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
et
COMITE DE LIAISON DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITE
INTERNATIONALE - C.L.O.S.I.

Groupe de travail Education au développement

L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT EN FRANCE

Evaluation d'initiatives
au niveau des groupes de base

L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT EN FRANCE

Evaluation d'initiatives
au niveau des groupes de base

Rapport rédigé par Madame Anne Sophie BOISGALLAIS
(Journaliste) avec la collaboration de :

Biache Roland - Ligue de l'Enseignement - CNAJEP
Représentant français au groupe de travail "éducation au
développement" du CLONG-CE.

Padrun Ruth - IRFED - CRID. Co-animatrice du groupe de
travail "éducation à la solidarité du CLOSI.

Zongo Maxime - UCJG - CNJD.

novembre 1993

INTRODUCTION

a L'évolution de la conception de l'éducation au développement : les messages. (1)

L'évolution de la conception de l'éducation au développement est étroitement liée à la manière dont les deux termes qui la composent ont évolué au cours des trente dernières années, en particulier le terme "développement".

Ces termes ont aussi des significations différentes selon les références idéologiques, politiques ou culturelles des institutions ou pays où ils sont utilisés. A la limite, il y a autant de conceptions de l'éducation au développement que d'actions possibles.

En France, toutefois, on peut distinguer trois phases successives pour l'éducation au développement qui est également dénommée éducation à la solidarité internationale :

- . une première phase de type caritatif dans les années soixante,
- . une deuxième phase où l'aide aux pays en voie de développement s'accompagnait d'une meilleure connaissance des causes et des mécanismes de "sous-développement",
- . enfin, depuis le début des années quatre-vingt, une phase où l'interrelation entre le sous-développement du Sud et le mal-développement du Nord est mise en évidence.

En 1974, une étude de l'IRFED* soulignait dans sa conclusion la difficulté de trouver une définition commune au terme "développement", et constatait deux tendances principales qui, souvent, se combinent à des degrés différents :

- une tendance politique qui définit le développement en fonction des rapports de dépendance et de domination existant tant entre pays en voie de développement et pays hautement industrialisés qu'entre différentes catégories et groupes sociaux à l'intérieur de ces pays,
- une tendance culturelle qui le définit plutôt en terme de compréhension entre peuples et cultures différentes.

Pour la première, la sensibilisation aux problèmes du tiers-monde n'est possible que si elle est précédée d'une prise de conscience des conflits et antagonismes existant dans toute société. La deuxième tendance aborde moins les problèmes socio-économiques, mais souligne la nécessité d'éliminer, à tous les niveaux, les préjugés et la discrimination, d'encourager la paix et la solidarité et de lutter contre toute injustice.

Tout au long des années 70, les termes de développement et de sous-développement se réfèrent aux rapports de dépendance et de domination, mais aussi d'interdépendance existant entre nations et à

l'intérieur des nations, aussi bien dans le Sud que dans le Nord. Le développement concerne le changement de ces rapports et le droit des pays, des peuples, des différents groupes sociaux à l'intérieur des pays à la justice, à l'égalité, à la participation au développement. L'accent est mis sur l'analyse politique et économique, sur une approche globale et participative du développement : c'est la décennie du "Nouvel Ordre Economique International".

Pour Ecole et Tiers-monde, "le sous-développement est la perte de la maîtrise de son propre développement ; mais c'est d'abord le produit de la dépendance économique et culturelle... Le développement passe par la promotion de la solidarité entre les peuples, l'instauration de relations fondées sur la justice et la paix - donc par une transformation des mentalités et des structures, et ce au niveau mondial, ici et là-bas". (1980)

Vers la deuxième moitié de la décennie, dans le prolongement de l'analyse des interdépendances et de la participation des populations au développement, apparaissent les concepts de mal-développement et de développement autocentré.

En 1980, dans sa Charte générale, l'O.N.G. Frères des Hommes analyse ainsi la situation : "On constate un mal-développement du monde caractérisé par l'accaparement des richesses et du pouvoir au profit de minorités et la subordination croissante de toutes les valeurs à l'économique et aux idéologies des groupes dominants. Ce mal-développement touche tous les domaines : culturels, économiques, politiques, sociaux ... le tiers-monde révèle certains visages de mal-développement : la faim, bien sûr, mais aussi les inégalités, la répression, les violences. L'Europe, qui regroupe aussi une grande variété de pays et de personnes, présente d'autres aspects du même mal-développement : pollution, gaspillages, injustices, violences..."

Dans sa plate-forme de 1983, le C.R.I.D.* souligne l'importance d'un "développement autocentré des populations les plus défavorisées à partir de leurs besoins réels et en s'appuyant sur des initiatives locales et des organisations populaires".

Les années 80 sont marquées par une aggravation de la crise économique, le constat d'échec de la deuxième décennie du développement et un endettement croissant des pays du Sud. Elles sont également marquées par l'émergence d'un courant néo-libéral accentuant les mérites de l'économie de marché. C'est la période où les O.N.G. "tiers-mondistes" font l'objet de violentes attaques et critiques (accusées entre autres de dérive idéologique...), où on assiste à la médiatisation croissante de l'aide humanitaire (notamment avec l'opération "Band Aid") et à l'arrivée dans les organisations de spécialistes de la publicité et du marketing. Se pose également de plein

fouet la question de la contradiction entre collecte de fonds et éducation au développement.

Les associations prennent de plus en plus conscience de la complexité du processus de développement et mettent de plus en plus l'accent sur la notion de partenariat. Le souci d'être à l'écoute de leurs partenaires du Sud et de définir avec eux les objectifs et les pratiques du développement devient prédominant. Parallèlement, elles continuent à souligner les inter-dépendances et les interfaces Nord-Sud, notamment dans le Nord en ce qui concerne l'immigration, la précarité et la pauvreté.

b. Les méthodes et les moyens de l'éducation au développement en France . (2)

Suite à une récente évaluation des actions d'éducation au développement en milieu scolaire, il a été demandé aux O.N.G. françaises si elles faisaient une distinction entre information, sensibilisation et éducation au développement. Pour certaines, cela recouvre la même réalité et les mêmes actions, pour la plupart cependant, une distinction se fait jour :

- la sensibilisation est généralement perçue comme une approche superficielle, à court terme, faisant surtout appel aux émotions, s'adressant généralement à un "grand public" indistinct, d'une efficacité pédagogique discutable. Il s'agit le plus souvent d'opérations "coup de poing", de coups médiatiques, voire d'une approche réductrice de l'éducation au développement. Elle est souvent perçue comme étant associée à la collecte de fonds.

Les associations qui collectent des fonds font cependant remarquer que, si la sensibilisation peut effectivement contribuer à mobiliser la générosité publique, il serait inopportun et dangereux de confondre les deux.

- l'information est perçue comme une approche qui doit plutôt permettre une réflexion objective, dégagée de l'affectif, une possibilité de comprendre plus en profondeur, une transmission de connaissances, une démarche explicative.

- l'éducation au développement représente sans conteste un "plus" par rapport aux termes précédents. Il s'agit d'une approche en profondeur et de longue haleine concernant un public ciblé. Il s'agit d'un apport cognitif plus élaboré, permettant l'analyse, la synthèse, et la changement du comportement. C'est une démarche qui permet de passer de l'analyse des causes à l'action : on devient acteur du développement en solidarité avec d'autres. C'est une façon de provoquer l'éveil culturel, le plaisir de la découverte de cultures différentes. Il s'agit même d'éducation politique, de la prise de conscience de la complexité des

problèmes et de leurs interconnexions, afin de tenir une réflexion sur son propre développement.

Pour certains, l'éducation au développement ne concerne que les jeunes et les publics scolaires, alors que la plupart des organisations l'utilisent dans le langage courant pour désigner toute action d'information, de sensibilisation et d'éducation en France. C'est peut-être en partie pour cela que le terme est souvent contesté et que certains lui préféreraient celui d'éducation à la solidarité internationale ou à la citoyenneté. C'est là que l'appellation d'Organisation de Solidarité Internationale (O.S.I.) tend à se substituer à celui d'Organisation Non Gouvernementale (O.N.G.).

Notons que toutes les associations refusent de voir dans l'éducation au développement un moyen de "vendre son O.S.I.", mais il n'est pas rare qu'une confusion s'installe dans les messages, entre le désir de faire connaître l'organisation et l'objectif d'aider l'opinion publique à poser un autre regard sur le monde.

Qu'il s'agisse d'actions ponctuelles d'éducation au développement ou de campagnes suivies, la plupart des activités sont réalisées au niveau local par l'intermédiaire des militants des groupes de base ou par les associations adhérentes lorsqu'il s'agit de collectifs. La démultiplication à la base est constitutive des activités d'éducation au développement.

Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que l'éducation au développement passe par une approche plus large de la société dans laquelle nous vivons, en mettant en perspective les problèmes des pays en développement et ceux de nos propres sociétés. Dans ce contexte, l'interdépendance économique, les problèmes d'environnement ou d'immigration sont souvent mentionnés. Cette approche constitue un facteur d'intégration interculturelle pour les jeunes, les scolaires et les adultes. Elle facilite les rencontres entre groupes d'origines socio-culturelles et linguistiques différentes au niveau du vécu quotidien comme au niveau de la compréhension plus globale des situations sociales, économiques, culturelles et politiques différentes.

C'est la raison pour laquelle la relation directe est une forme privilégiée de l'éducation au développement, et beaucoup d'O.S.I. mettent l'accent sur l'accueil de partenaires du Sud dans leurs groupes de base, ainsi que sur les voyages, les chantiers, les jumelages, les tournées de groupes culturels...etc. En ce sens, l'inter-action entre éducation au développement et pédagogie interculturelle devient évidente.

L'éducation au développement en milieu scolaire constitue une variante particulière des activités des associations. Dès la fin des années 70; un nombre croissant d'O.S.I. se sont intéressées au public scolaire, et

la journée tiers-monde à l'école, instituée en 1981, reflète l'intérêt que les pouvoirs publics ont eux aussi manifesté à cet égard.

Plus généralement, l'intérêt des pouvoirs publics s'est concrétisé par l'instauration en 1983 de la Commission Coopération-Développement (commission paritaire entre O.S.I. et pouvoirs publics français) qui accueille, entre autres, un groupe de travail spécifique sur l'éducation au développement, et permet donc une concertation suivie entre acteurs gouvernementaux et acteurs de la société civile de la coopération.

L'instauration de grandes campagnes de sensibilisation au début des années 80 ("Ici mieux se nourrir, là-bas vaincre la faim" ou "Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes" ...) avec le puissant relais médiatique dont elles ont été l'objet, ont définitivement consacré les O.S.I. comme des acteurs centraux de l'information sur le tiers-monde et les problèmes Nord-Sud. Aujourd'hui, ces opérations médiatiques de fond se font plus rares (l'"humanitaire" a pris le relais, les "French doctors" sont des héros de feuilleton sans qu'il l'ait forcément voulu) et la question de l'image véhiculée par les médias (plus particulièrement la télévision) a été posée par les associations et les pouvoirs publics lors d'une table-ronde organisée par la Commission Coopération et Développement en octobre 1989. Cette interrogation a donné lieu à la publication d'un document d'analyse du message des médias sur les pays du Sud intitulé "Barosud". Le travail à la base a pris le relais, parfois laborieusement à cause d'un manque de financements particulièrement déploré par l'ensemble des organisations. Malgré ces difficultés, cet objectif reste prioritaire pour presque toutes les associations qui mènent des actions de développement, et elles ne conçoivent pas qu'on veuille "changer là-bas sans changer ici".

On peut dire qu'en ce début des années 90, les O.S.I. françaises ont accumulé une expérience riche et variée en matière d'éducation au développement. Qu'il s'agisse d'animation ou de formation d'animateurs, de production de matériels pédagogiques ou didactiques, de jeux, de concours, d'analyses de manuels, de productions audio-visuelles, de publications, d'organisation de colloques, de tournées de partenaires, de soirées-débats ou d'expositions, de grandes campagnes nationales ou d'actions locales, il est pratiquement impossible de recenser toutes les actions menées et toutes les organisations qui interviennent dans le champ de l'éducation au développement.

La plupart du temps, ces actions sont d'ailleurs menées à la base et souvent mal connues à l'extérieur ou au niveau national.

Depuis plusieurs années les O.S.I. françaises, s'efforcent de développer l'information, les échanges, les collaborations en matière d'éducation au développement. Elles tendent à développer des concertations, rechercher des complémentarités, mener des actions communes, soit entre elles, soit dans le cadre des actions existantes

(CLOSI, Cocodev...). Pour ce faire, elles entreprennent et encouragent les états des lieux et les évaluations.

1 - LES ASSOCIATIONS, RESEAUX ET GROUPES QUI TRAVAILLENT A LA BASE.

a La structuration des O.S.I. françaises

Les O.S.I. françaises ont une histoire complexe qui explique aujourd'hui leur structuration en sept collectifs :

- La Coordination d'Agén pour les missions d'urgence et la coopération volontaire regroupe notamment les organisations d'urgence et facilite les contacts et la coordination avec les collectivités locales (20 organisations),
- Le Comité de liaison des O.N.G de volontariat - CLONG -VOL (11 O.N.G. qui envoient des volontaires dans le tiers-monde),
- Le Centre de recherche et d'information sur le développement - CRID (40 ONG de développement et d'information)
- Le Comité national des associations de jeunesses et d'éducation populaire - CNAJEP, qui regroupe une cinquantaine d'associations qui interviennent dans la formation, l'éducation, les loisirs et les relations internationales.
- La Commission nationale de la jeunesse pour le développement - CNJD, fédère une quinzaine d'organisations de jeunes qui travaillent dans le domaine de la coopération.
- Le Comité Laïque pour l'éducation et le développement - Educateurs Sans Frontières - CLED-ESF qui regroupe 16 organisations d'éducation populaire et syndicats d'enseignants
- Le groupement national de Coopération - GNC, regroupe les représentants des mouvements coopératifs français qui travaillent dans le tiers-monde.

Afin de mieux se concerter et afin de former un seul interlocuteur face aux pouvoirs publics, ces sept collectifs ont formé le CLOSI, Comité de liaison des organisations de solidarité internationale.

A côté de ces collectifs, existent aussi :

- le Comité français contre la faim, CFCF, relais de la campagne mondiale contre la faim : il regroupe des O.S.I., des syndicats, des églises ou des organisations de jeunesse (en tout 82 organisations nationales).
- La Commission Coopération-développement - COCODEV - est un organisme paritaire entre associations et pouvoirs publics français, qui permet, depuis 1983, aux membres du CLOSI et aux ministères (notamment ceux de la Coopération, des Affaires étrangères, de l'Education nationale, de l'Agriculture.....) de travailler sur plusieurs

thèmes comme le volontariat, l'éducation au développement ou le financement de la Coopération.

Parmi les O.S.I., nombreuses sont celles qui, non citées dans ce chapitre, diront qu'elles font de l'éducation au développement. Il y a en effet de nombreux groupes locaux qui ne sont rattachés à aucun collectif national ni aucune association, et qui font un travail de sensibilisation local mal connu des "grandes" O.S.I.. Le répertoire des associations de solidarité internationale publié chaque année par le Ministère de la Coopération montre bien à quel point le phénomène associatif autour du tiers monde est vaste, divers et touffu en France (près de 1000 associations répertoriées, la plupart estimant faire de l'éducation au développement). Nous n'avons retenu là que les principales O.S.I. qui mènent des actions d'ampleur à partir de réseaux ou de groupes de base fédérés. Les autres organisations se réfèrent le plus souvent aux actions et documents produits par ces principales O.S.I. regroupées en collectifs.

b Les associations d'éducation au développement

Certains des collectifs sont organisés de façon à coordonner des actions d'éducation au développement d'ampleur nationale relayées par leurs membres (notamment le CRID, la CNJD, le CNAJEP, le CLED-ESF) et le CFCF.

Ces collectifs élaborent des campagnes d'information, produisent des documents, organisent des colloques et diverses manifestations de sensibilisation, tout en essayant de toucher les médias nationaux en vue de décupler leur public potentiel. Une des études de cas qui suit dans le présent rapport explicite ce qu'est une campagne organisée par le CRID sur la dette du tiers-monde.

Parmi les associations les plus actives dans le domaine de l'éducation au développement, on retrouve beaucoup des membres du CRID :

- Frères des Hommes (avec une cinquantaine de groupes locaux),
- Terre des Hommes (avec une soixantaine de groupes locaux)
- Peuples Solidaires (avec une centaine de groupes locaux). Parmi les membres de Peuples Solidaires, certains groupes locaux organisent des campagnes d'ampleur nationale ou produisent des documents ou supports d'éducation au développement (films, diaporamas, expositions...) qui sont diffusés dans toute la France. (voir l'étude de cas qui se rapporte à une action d'Orcades).

Ces trois organisations ont notamment mené pendant plusieurs années des campagnes communes de sensibilisation-information sur les questions d'autosuffisance alimentaire, qui a donné naissance à l'association "Afrique verte".

Leurs groupes locaux sont particulièrement actifs dans l'information du public (scolaire ou grand public) concernant les pays où les organisations

ont des projets de développement et les grandes campagnes nationales (dette, environnement...)

Parmi les autres membres du CRID, il faut citer :

- Le CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement.

Avec une délégation par département, et des groupes dans de nombreuses communes, le CCFD est l'une des plus grandes O.S.I. de France, et à ce titre, il a les moyens de produire de nombreux documents pédagogiques et de nombreux supports de sensibilisation de différents publics-cibles. Ses campagnes sont relayées dans tous les départements français, le plus souvent au niveau des paroisses et des écoles privées.

- La Cimade, Comité oecuménique d'entraide, a la particularité de travailler à la fois sur les questions de développement international et les problèmes de l'immigration en France et en Europe, ce qui explique que leurs actions de sensibilisation font le lien entre les deux questions. Une cinquantaine de groupes locaux relaient ces actions.

- Artisans du Monde est une association qui essaie de promouvoir un commerce équitable en mettant sur le marché français des produits (alimentaires ou artisanaux) directement achetés aux producteurs du tiers-monde. Chaque vente est accompagnée d'une information sur le pays ou le produit en question. Une quarantaine de boutiques et groupes se répartissent sur toute la France.

- RITIMO, réseau d'information tiers-monde, regroupe 37 centres de documentation qui travaillent sur les relations Nord-Sud. Ouverts au public, ils constituent des lieux d'échange, d'information et d'action.

- L'IRFED, institut de recherche et de formation à l'éducation et au développement, est spécialisé dans les évaluations de projets, notamment en matière d'éducation au développement, et produit à ce titre des documents de formation et d'information.

- Ingénieurs sans frontières est une organisation de développement qui intervient auprès du public des élèves-ingénieurs en France. Spécialisés en matière de sensibilisation dans le milieu universitaire, ils ont 25 antennes locales.

- Ecole et Tiers-monde est aujourd'hui une association en sommeil, mais elle reste une expérience unique en matière d'éducation au développement en milieu scolaire. Les évaluations d'ouvrages et les productions pédagogiques restent une référence pour les O.S.I. qui agissent dans le domaine de l'éducation au développement.

c Les associations de jeunesse et d'éducation populaire

Les associations de jeunesse et d'éducation populaire, notamment autour de la CNJD, du CLED et du CNAJEP, sont également très actives en matière d'éducation au développement, dans une autre tradition et avec des méthodes parfois différentes de celles des O.S.I., mais dans un esprit tout-à-fait similaire. Il faut distinguer les structures confessionnelles et les organisations laïques d'éducation populaire.

Parmi les membres de la CNJD ou du CNAJEP, l'Action catholique des Enfants et l'Union chrétienne des jeunes gens (16 antennes), les Scouts de France et les Guides de France (une trentaine d'antennes locales et plus de 100.000 adhérents), font de l'information et de la formation à la solidarité internationale dans leurs multiples activités socio-culturelles avec les jeunes ou les enfants, pas nécessairement en milieu scolaire. De même, le Secours Catholique a un gros département tiers-monde qui est actif en matière d'éducation au développement auprès de tous leurs publics, notamment grâce à leurs 100 antennes et plus d'un million d'adhérents.

Parmi les organisations laïques membres du CLED ou du CNAJEP (bien que le CNAJEP soit ouvert aux organismes confessionnels), de vastes réseaux d'éducation au développement existent, à travers des structures très puissantes qui ne sont pas organisées autour des questions Nord-Sud, mais autour des questions de formation, d'éducation, de culture, de sports et de loisirs. Leurs départements internationaux sont plus ou moins actifs, mais aucune organisation ne laisse les problèmes du Sud de côté :

- La Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente a une centaine d'antennes et plus de 35.000 associations affiliées dans toute la France. Le secteur international organise de grandes campagnes d'information relayées localement par les fédérations des oeuvres laïques - FOL - . Jumelages associatifs, scolaires, chantiers, voyages d'études, productions de documents, de revues, appui méthodologique, sessions de formation, universités d'été sont autant d'outils à la disposition des FOL et associations qui veulent organiser des actions de sensibilisation-information à la base. Pour plus de détails, il faut se référer à l'étude de cas suivante, qui montre comment une action peut toucher l'ensemble des publics d'une région.
- Les CEMEA - Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active - organise stages, formations et campagnes d'information autour des questions Nord-Sud, à travers ses 33 antennes.
- La fédération des Clubs Unesco regroupe une dizaine d'antennes qui organisent des chantiers et des actions de façon à favoriser les liens entre ici et là-bas comme support d'éducation au développement.
- L'Office central de la coopération à l'école - OCCE - fait aussi de l'éducation au développement en s'appuyant sur des jumelages et surtout d'envoi en nature, propres à mobiliser rapidement des publics scolaires. Une centaine de groupes locaux relaient leurs actions dans toute la France.
- Parmi les membres du CLED et/ou du CNAJEP, il faut aussi signaler les Francas (25 antennes, animations socio-culturelles) et les Clubs Léo Lagrange (vaste réseau historique mis en place lors du Front populaire qui a aujourd'hui 15 antennes), qui consacrent une partie de leurs activités à l'éducation au développement.

2 - Etude de cas : le secteur scolaire et périscolaire

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT- Programme Planète Passion (3)

Depuis trois ans, la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, en collaboration avec l'association de productions audiovisuelles Orchidées, a mis en place le programme "Planète-Passion", décliné localement par les Fédérations des oeuvres laïques qui organisent de grandes manifestations d'information sur le Sud. Elles permettent de toucher de multiples publics grâce à une méthodologie d'animation plurielle, bien que les jeunes constituent le premier public-cible de ces actions, notamment en milieu scolaire.

Ce programme réunit deux démarches complémentaires : l'éducation au développement et l'interculturalité. A ces deux concepts de base, évolutifs par nature, les questions d'environnement sont venues récemment "s'intercaler", poussant à une réflexion globalisante de l'évolution de la planète et des hommes.

De ce fait, la démarche éducative devient elle aussi globale, et les animations s'adaptent, recouvrant ainsi les questions de développement, d'environnement, d'interculturel, de droits de l'homme, de solidarité... de façon à éduquer à la citoyenneté planétaire.

a - Les objectifs de l'action

Le cadre méthodologique est le même pour l'ensemble des Fédérations départementales (avec les adaptations locales nécessaires) et chaque organisation de base le décline selon des thèmes et des moyens qui lui sont propres, avec toutefois l'exigence d'évaluer l'action, de façon à enrichir les autres groupes de base de ces expériences multiples.

La finalité de ce programme est de permettre aux jeunes en situation scolaire ou non, et aux adultes de prendre en compte la problématique du développement dans ses causes et ses effets (interdépendance, inégalités Nord-Sud...). Il s'agit donc de dépasser les clichés et les préjugés concernant les pays des tiers-mondes d'une part et ceux trop souvent employés vis-à-vis de leurs ressortissants sur le territoire national d'autre part.

Le slogan du programme prend ainsi tout son sens : "dépasser la tolérance afin d'apprendre à accepter les différences".

Les objectifs sont les suivants :

1 - Mobiliser des attitudes nouvelles de compréhension vis-à-vis des différences liées aux stéréotypes et représentations communément véhiculés sur l' "autre" (individus, groupes, nations...).

2 - Développer une attitude critique vis-à-vis de notre société (notion de citoyenneté active).

3 - Développer le sens de la responsabilité.

4 - Accroître la volonté de participation du plus grand nombre à des programmes de solidarité, notamment dans le domaine éducatif.

L'information ainsi donnée touche tout un ensemble de valeurs morales, religieuses, culturelles ... elle doit donc être menée avec prudence et mesure, et surtout elle doit se refuser à toute affirmation dogmatique.

L'approche culturelle de Planète-Passion est un élément déterminant. En effet, le respect culturel est indispensable dans une société multiethnique et multiculturelle comme c'est le cas en France. Il s'instaure par la conjugaison de deux processus d'apprentissage : en nous ouvrant à une culture étrangère, nous invitons autrui à prendre part à notre propre culture.

Le rôle de l'association tant au niveau local que national prend tout son sens en fédérant les initiatives (de nombreuses associations locales rejoignent le programme Planète-Passion) en mobilisant le bénévolat.

Cette démarche favorise l'évolution des mentalités vers une meilleure acceptation mutuelle des différences.

b Les moyens et les réalisations

Une trentaine de manifestations ont lieu au cours du dernier trimestre de l'année civile (15 septembre - 15 décembre). La journée mondiale de l'alimentation et la journée tiers-monde à l'école sont inscrites dans cette période, ce qui permet de motiver et mobiliser plusieurs types de publics.

La durée de chaque manifestation doit être au minimum de quinze jours et comprendre les trois éléments de base suivants :

. un ou plusieurs spectacles vivants, avec des conteurs, chanteurs, comédiens...

. un support écrit (expositions et dossiers pédagogiques, expositions d'oeuvres d'artistes du Sud, montages audiovisives...)

. une image animée (films, documentaires...)

Les outils pédagogiques sont nombreux (ORCHIDEES, ORCADES, CRID, CLED-ESF, UNICEF ...) et plusieurs troupes culturelles étrangères vivant en France proposent des spectacles de qualité (Bole Bantou, Mador, Bolivia Manta, Qhantati ...).

Selon la situation locale, peuvent aussi être programmées des conférences pour adultes, des sessions de formation mais aussi des rencontres sportives.

Les manifestations Planète-Passion peuvent être soit montées spécifiquement, soit intégrées dans une autre manifestation locale plus générale. Dans l'avenir, Planète-Passion pourrait même être monté dans d'autres pays de la Communauté européenne.

La souplesse de la formule permet une unité et une diversité géographique des lieux d'animation dans une même ville ou dans un département. Ces lieux d'animation sont le plus souvent, des Maisons de jeunes, des Foyers de jeunes travailleurs, des établissements scolaires, des bibliothèques, des mairies...

Nous allons prendre ici le cas de l'action menée en 1992 par les FOL en Drôme/Ardèche, qui a initié le processus d'évaluation maintenant suggéré à tous les groupes locaux qui se lancent dans Planète-Passion (cf compte-rendu détaillé en annexe).

Dans le projet Drôme/Ardèche de 1992, la toile de fond des activités était constituée par le Sommet de la Terre de Rio et le forum des O.S.I., tout en insistant sur la contestation de la célébration du cinquième centenaire de la découverte des Amériques.

Concrètement, et afin de toucher le maximum de personnes, les organisateurs s'étaient fixé la méthode suivante :

- . décentraliser au delà de la seule préfecture du département,
- . élargir le public scolaire habituel en s'adressant à la fois aux primaires, aux collèges, aux lycées et aux universités,
- . étaler la période d'activités surtout en amont de la semaine d'activités principales, notamment par des tournées, pour générer un public pour les conférences,
- . rechercher de multiples partenaires financiers.

Dans le cadre du programme Planète Passion, le projet mené en Drôme/Ardèche qui s'intitulait "Comprendre aujourd'hui, construire demain" comprenait donc :

- des conférences (avec journalistes, responsables associatifs, universitaires, écrivains...),
- les tournées d'animations dans le collège de la troupe Bolivia Manta qui, à travers la musique, a fait découvrir les traditions indiennes de Bolivie et les moyens de résistance des Amérindiens face à la domination culturelle et économique venue de l'Occident,
- cette troupe a aussi donné deux concerts, l'un pour un public exclusivement scolaire, et l'autre pour tous publics - ce dernier était donc moins didactique et plus spectaculaire - ,
- la tournée d'un partenaire sénégalais de Terre des Hommes a permis de mettre en évidence le rôle des organisations du Sud dans une situation de pauvreté et de précarité en milieu urbain.

Il a donné du Sud une image à la fois dynamique et préoccupante, n'éluant pas la question du rôle des O.S.I. dans la concertation internationale sur les problèmes d'environnement : il a ainsi mis en

évidence le besoin de faire entendre la voix des peuples à côté de celle des Etats.

- une exposition de jouets en fils de fer du Congo. Constituée d'une quarantaine d'objets et d'une vidéo expliquant la réalisation de ces jouets, cette exposition a un rôle à la fois esthétique et pédagogique, en introduisant la problématique de la récupération et de la pauvreté, avec une réflexion sur notre civilisation technologique,

- une exposition proposée par Orcades et le CRDP - Centre régional de documentation pédagogique - montrait en dix panneaux les atteintes à l'environnement en situation de sous-développement, en situant les responsabilités.

c Bilan

* Aspects quantitatifs

16 organismes locaux ont collaboré ou accueilli l'une ou l'autre des activités.

41 établissements scolaires ont ainsi été touchés par cette animation, à l'aide de rencontres directes, d'affiches et de documentations académiques ou départementales.

Plus de 3600 élèves et 250 enseignants ont participé à au moins une activité parmi celles qui étaient proposées, ainsi que plus de 500 personnes extérieures au milieu scolaire.

28 articles de presse et plusieurs émissions de radio en ont élargi l'audience.

* Aspects qualitatifs

Sur le contenu, l'approche par le biais culturel (jouets en fil de fer et musique des Andes) des questions de fond a très bien ~~maîtrisé~~ trouvé une fois encore la confirmation que le "sensible", outre qu'il est un mode d'information en soi, prépare le terrain pour les approches plus intellectuelles.

Les établissements sont très demandeurs d'interventions (conférences, spectacles, expos...) dès lors qu'on leur garantit une bonne qualité.

La collaboration avec le secteur associatif a été particulièrement dense et intéressante.

On peut néanmoins regretter que l'information par le "papier" passe très mal : la présentation du film burkinabé Yaaba n'a pas accroché beaucoup de collègues alors qu'une simple relance téléphonique aurait suffi à en décider la projection.

Le projet a également été proposé trop tardivement aux Centres départementaux de documentation pédagogique, car leurs activités pour l'année scolaire étaient déjà programmées.

Plus généralement, on remarque qu'il est toujours difficile de jongler avec les emplois du temps des lycées, et que cela pose toujours problème d'essayer de faire sortir les élèves des établissements.

Dans le document d'évaluation de cette action, la conclusion est ainsi formulée :

"L'ensemble des activités étaient proposées pour répondre à l'attente des enseignants désireux de tenir auprès de la jeunesse leur rôle de repère dans la tempête."

Ces moments forts ont-ils ensemencé les jeunes consciences ? Ont-ils mis en lumière le cortège d'exodes, de guerres et d'exclusions que génèrent partout nos habitudes de consommation-gaspillage ? Ont-ils donné le goût de "rechercher en l'autre moins ce qui le différencie de moi que ce qu'il me permet de découvrir en moi qui lui ressemble et me le rend cher" ? Ont-ils élargi leur perception du monde et fait surgir l'impérieuse nécessité d'en devenir véritablement citoyens ?

Ces questions auront pour seule réponse quelques élans d'enthousiasme ça et là... mais sans doute tout espoir de changement n'est-il pas perdu, dès l'instant où des êtres se rencontrent, échangent leurs pratiques et leurs rêves pour résister au flot de l'uniformisation."

Une initiative de cette nature menée simultanément dans vingt à trente départements possède un impact certain (plusieurs milliers de jeunes et d'adultes concernés) même si la "visibilité médiatique" trop souvent réclamée par les bailleurs de fonds n'apparaît pas au niveau national, elle est néanmoins très forte dans la presse régionale.

3 - Etude de cas : la formation des adultes

ORCADES - Université d'été d'environnement, (4)

Faisant suite à une longue expérience en matière de formation, de productions pédagogiques et d'éducation au développement, l'association ORCADES, en lien avec les structures régionales de l'éducation nationale et les universités, a organisé, en juillet 1991 une université d'été pour former des formateurs sur les questions d'environnement et de développement, en prévision de la grande année de l'environnement que fut l'année 1992, année de la conférence de Rio.

Cette université d'été était ouverte notamment à des enseignants qui voulaient aborder les questions d'environnement et de développement dans leurs classes.

a - Les objectifs

- Les objectifs des organisateurs étaient au nombre de cinq :
- comprendre les inter-relations entre les questions d'environnement et les questions de développement,

- . découvrir la richesse d'une approche interdisciplinaire,
- . élaborer des situations d'apprentissage facilitant la mise en oeuvre de thèmes transversaux,
- . construire une stratégie de mise en place des classes de développement,
- . établir un réseau international d'échanges pouvant déboucher sur l'organisation de projets communs.

Par ailleurs, des objectifs plus spécifiques à chaque atelier ont été retenus :

. Pratiques pédagogiques transversales :

Traiter des questions d'environnement liées aux questions de développement est un travail complexe si on souhaite privilégier une approche globale et évaluer, à court et long terme, les effets sur le développement. Sur ces thèmes, la connaissance est indispensable pour soutenir la réflexion. L'étude de ces thèmes traversant toutes les disciplines, doit amener le public à prendre conscience des problèmes contemporains en développant ses responsabilités vis-à-vis de soi et des autres. L'objectif de cet atelier était donc de créer des séquences d'apprentissage sous forme de fiches articulées autour de documents existants ou à créer sur différents thèmes.

. Perspectives 2025 :

Il existe une quantité de données et d'informations collectées sur l'état de la planète en vue du développement durable. Or il reste dix ans - d'après la majorité des scientifiques - pour établir les termes d'un nouveau contrat homme-nature... c'est très court ! Demander des informations sur la politique énergétique, celle du traitement des déchets, de l'urbanisation, des transports ou du prix des matières premières fait partie de notre rôle de citoyens. L'objectif est donc de créer un réseau international d'enseignants et d'élèves pour réfléchir aux différents scénarios pour 2025, de définir des grands sous-thèmes, architecturer des pistes d'accès au réseau, définir des stratégies de conscientisation, concevoir des formes de médiatisation.

. Classes de développement :

Malgré les circulaires annuelles de l'Education nationale sur la journée tiers-monde à l'école, force est de constater que les recommandations de l'éducation au développement ne sont pas suivies et surtout qu'elle ont du mal à s'intégrer dans la durée.

Les classes de développement peuvent combler ces manques en permettant aux élèves de découvrir le développement local d'une région et d'appréhender les mêmes thèmes dans une région d'un pays du Sud. Sur un exemple précis, l'objectif est ici de prévoir contenus et déroulement d'une classe de développement, en clarifiant les objectifs pédagogiques et les méthodes utilisables pour les classes et jeter les bases d'une méthodologie de mise en oeuvre d'une classe de ce genre susceptible d'être utilisée dans les établissements des participants à l'université d'été.

- Les objectifs des stagiaires et leurs motivations laissent apparaître les tendances suivantes :

. acquérir des outils et méthodes pour favoriser le développement des thèmes transversaux en collège et l'interdisciplinarité en lycée et primaire,

. approfondir leur formation personnelle sur l'environnement et le développement pour s'impliquer de façon solide dans la dynamique de leur établissement,

. diversifier les modes de formation des élèves comme "jeunes citoyens du monde" dans des lieux scolaires ou associatifs.

b - Le contenu et les méthodes de la formation.

Sur une semaine, l'organisation de l'université d'été s'est faite autour de deux temps forts : conférences le matin, ateliers l'après-midi. Les conférences, animées par des intervenants de l'extérieur (juristes, chargés de mission, chercheurs, consultants...) ont porté sur :

- la forêt tropicale d'Asie du Sud-Est,
- Les atteintes à l'environnement en Afrique de l'Ouest,
- Les relations homme-nature en Afrique noire,
- Indicateurs de développement et développement d'indicateurs,
- Les problèmes énergétiques à l'aube de l'an 2000,
- Gestion de l'eau, gestion des contraintes.

Chaque matinée était donc consacrée à une conférence qui devait permettre une remise à jour ou une ouverture sur des connaissances nécessaires à la compréhension des relations entre les problématiques environnement et développement.

Chaque après-midi était consacré au réinvestissement des connaissances acquises et des connaissances des stagiaires à l'occasion des ateliers.

De larges moyens documentaires (informatique, vidéos, audiovisuels, outils pédagogiques...) étaient mis à la disposition des stagiaires et un système d'évaluation permanente a permis une inter-action entre le programme pré-établi et les demandes précises des stagiaires.

c - Le bilan et les prolongements

Cette université d'été constituait un prolongement logique à une démarche engagée par l'académie de Poitiers depuis plusieurs années en ce qui concerne la politique de diffusion et de promotion des thèmes transversaux et le développement de la problématique Nord-Sud de l'environnement. Dans cette perspective, il semblait intéressant de poursuivre l'action entamée et de l'approfondir.

La majorité des stagiaires se sont prononcés en faveur de prolongements tels que :

- . rencontres régionales et départementales,
- . réseau télématique,
- . rencontres académiques,

- . point régulier sur les actions entreprises sur le terrain
- . bulletin de liaison pour rendre compte des actions de chacun
- . évaluation à long terme après murissement

Malgré le regret de certains stagiaires quant au manque de temps pour échanger avec les partenaires du Sud et les intervenants et l'absence, notée par plusieurs, de jeux de simulation, les objectifs ont été jugés conformes aux méthodes utilisées.

La documentation a été jugée pertinente, diversifiée, exploitable et abondante pour la majorité, mais peut-être trop centrée sur les forêts tropicales. Le manque de temps pour consulter cette documentation a été cependant regretté.

Parmi les objectifs de départ, c'est la compréhension des interrelations entre environnement et développement qui a été le mieux atteint. En revanche, le souhait d'établir un réseau international d'échanges pour déboucher sur des projets communs a paru trop ambitieux en regard du peu de temps dont les stagiaires disposaient pour faire connaissance. En revanche, les ateliers ont été très appréciés dans leur côté pratique et opérationnel ; ils sont apparus cohérents, réalistes, pertinents et communicables.

L'université d'été a fait naître des volontés de pratiques interdisciplinaires pour plus de la moitié des stagiaires.

Sa spécificité a été reconnue sur cinq points :

- . la volonté de développer l'interdisciplinarité tant dans le choix des conférenciers que dans la tenue des ateliers,
- . l'importance accordée à la production d'outils, se plaçant ainsi dans une perspective de formation de formateurs,
- . le pari de la confrontation entre formateurs de l'Education Nationale et formateurs associatifs, persuadés que l'échange enseignement-vie associative peut être bénéfique pour les deux parties,
- . la dimension d'ouverture culturelle sur l'Europe et sur le monde en favorisant les échanges de pratiques et de points de vue entre enseignants de plusieurs nationalités,
- . la dimension d'ouverture sur l'enseignement privé et l'enseignement agricole.

En conclusion, l'expérience a été jugée suffisamment riche pour donner envie à chaque organisateur de recommencer l'expérience, avec la particularité adoptée pour cette université d'été, à savoir un processus d'évaluation très complet.

4 - Etude de cas : une campagne nationale

CRID. La dette (5)

En octobre 1986, le CRID (Centre de Recherche et d'Information sur le Développement) décidait, à la suite de la Conférence internationale de Bruxelles sur "La dette et le développement du tiers

monde" d'organiser une campagne de sensibilisation en France sur ce problème, en liaison avec les autres ONG de la Communauté.

"Notre volonté est double, écrivait alors le CRID. Il s'agit, à terme, de parvenir à ce qui pourrait être l'adoption d'un code de bonne conduite entre créanciers et débiteurs, lequel constituerait un cadre général pour la mise en oeuvre de solutions propres à chaque pays. Mais, dans l'immédiat, il importe d'atténuer le poids de la dette sur les pays du Sud les plus vulnérables, en particulier les PMA".

Parallèlement, l'AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs) avait abordé le thème de la dette dans ses travaux internes et ses publications, dont certaines ont donné lieu à des déclarations ouvertes. Il était dès lors important de combiner les efforts et de poursuivre en les approfondissant les analyses menées et continuellement reprises en fonction de l'évolution de la question. L'AITEC a donc apporté son appui technique au CRID.

a - Les objectifs de la campagne

- mener une action auprès des élus (parlementaires européens et français), des décideurs français et internationaux et des gouvernements, y compris du Sud pour obtenir des prises de position sur le problème de la dette et son traitement. Le but recherché était de sauvegarder les potentialités de développement des pays concernés et ne pas mettre en péril les conditions d'existence des couches les plus défavorisées des populations de ces pays. En somme, adopter un code de bonne conduite, régulant les relations entre débiteurs et créanciers, autour de ces idées.

- sensibiliser le public français concerné par les problèmes de la dette à double titre :

. par les implications quotidiennes pour lui, des mesures financières élaborées et mises en oeuvre par les banques, gouvernements ou instances nationales, relais des échelons internationaux ;

. par la solidarité qu'il pouvait manifester pour alléger le poids de la dette qui bloque le développement pour le pays les plus pauvres, alors même qu'il en payait une charge supplémentaire aux banques, et pour favoriser des solutions évitant de tels endettements à l'avenir, y compris les projets alternatifs et sociaux, de la mobilisation de l'épargne locale à la prise en charge directe du développement.

- cette campagne avait enfin un objectif interne : permettre aux O.S.I. elles-mêmes de mieux prendre en compte l'hypothèse de l'endettement sur la mise en place de nouvelles stratégies de développement dans les pays du Sud et sur la nécessité, dans ces pays, de constituer ou reconstituer une base productive, en partie au moins alternative.

b - Les actions

Chronologiquement, les actions principales de cette campagne nationale ont été les suivantes :

- En collaboration avec Justice et Paix et la Fédération protestante de France, le CRID a organisé un colloque à Bagnolet (banlieue parisienne), sur le thème : "la dette du tiers-monde : un code international de bonne conduite", en novembre 1987. Le compte-rendu de ce colloque a donné lieu à la publication d'un fascicule qui reprend les débats et la conclusion de ce colloque sous la forme des cinq points du code de bonne conduite qui sont :

. l'ensemble des dispositifs financiers, aussi bien par leurs ressources que par leurs procédures, doit fonctionner de manière à ce que le flux net annuel de capitaux entre les PVD et les autres redevienne positif durablement en faveur des PVD.

. la résolution du problème de la dette doit être concrètement et durablement insérée dans des programmes de développement prenant en compte le facteur d'avenir que constitue le capital humain des pays concernés.

. Les dettes qui ne correspondent pas à une quelconque réalisation dans le pays concerné ne peuvent être considérées comme légitimes

. Limiter le service de la dette à une fraction des recettes d'exportation du pays considéré

. Atténuer dans l'immédiat la charge de l'endettement pour le pays les plus vulnérables et les populations les plus défavorisées

- En juillet 1988, le CRID a publié, en liaison avec le CETIM de Genève l'ouvrage : "La dette ou la vie : manuel de campagne" (114 p.). Ce livre, qui a reçu un écho favorable dans la presse, fait le point de façon claire et pédagogique sur la situation de l'endettement, les mécanismes financiers d'endettement, les positions des créanciers et débiteurs, et les solutions ou issues proposées. Le rôle du Trésor français et de la place financière suisse sont également présentés dans ce manuel. En complément de cet ouvrage, le CRID a publié aussi une revue intitulée : "La dette ou la vie : paroles et dessins" (40 p.)

- Pendant toute la durée de la campagne (entre 1988 et 1993), le CRID et l'AITEC ont publié une revue de presse sur la dette diffusée à 1500 exemplaires, pour faire le point sur le problème de la dette et sur l'avancée de la campagne du CRID. Cette revue de presse a été le lien permanent entre les groupes de base, les médias, les organisations engagées dans la campagne et les décideurs visés, à la fois par son côté tribune de l'actualité et prises de position, à la fois par la diffusion de l'information sur les manifestations et activités des groupes.

- La revue de l'AITEC. "Archimède et Léonard" a publié de nombreux articles ou déclarations sur la question de la dette, ainsi que des numéros spéciaux, comme par exemple :

. le FMI ou comment s'en débarrasser (n°1. 1985)

- . FMI-dette : faites passer la bombe (n° 2/3, 1986)
- . FMI-dette (n°4, 1987)
- . La dette, suite (n°5, 1988)
- . Dette ou financement du développement (n°8, 1991)
- . Où en est la crise de la dette ? (n°9, 1992)
- . Illégitimité des dettes du tiers-monde (n°10, 1992)
- . Où en est le code de bonne conduite sur la dette ? (n°11, 1993)

- D'autres publications ont aussi été réalisées :

- . "le tiers-monde doit-il payer sa dette ," (n°306 d'Economie et Humanisme, 1989)
- . "les banques face aux pays endettés" de Philippe Norel (Ed. Syros, 1991)

- Un lobby a été organisé avec l'association "Agir Ici" en 1989, avec la publication d'un quatre-pages (diffusé à plus de 12.000 exemplaires) et une campagne de lettres demandant un allègement de la dette dans le cadre des banques commerciales et des dettes publiques. Les groupes locaux ont écrit et fait écrire à leurs députés dans ce sens. Un abondant courrier des pétitionnaires et des députés a fait suite à ce lobby, ainsi que les déclarations de Dakar (annulation partielle des dettes africaines) par le président François Mitterrand.

- Toute une série d'animations et d'activités diverses ont valorisé ces différents temps forts :

- . participation à des débats multiples et à des actions de formation dans les écoles, lycées, universités, associations ou institutions. Les groupes de base ont organisé des soirées-débats qui ont réunis jusqu'à 550 personnes autour d'intervenants spécialisés.
- . campagnes de signatures et rédaction de lettres ouvertes au président de la Banque mondiale, au directeur général du FMI, au président de la Commission européenne, présentant notamment le code de bonne conduite.
- . séances de formation pédagogique sur la dette auprès d'ONG locales un peu partout en France.
- . réalisation d'une vidéo (30') par l'atelier ARCADIE : "Afrique : la dette ou la vie", nommée au Festival Médias Nord-Sud de Genève, et retransmise par TV5 Europe, Canal France International et France 3.
- . réalisation par le CITIM de Caen (membre du RITIMO) d'un jeu de simulation sur la dette du tiers-monde destiné aux jeunes de 14 ans et plus : Dett'zone.

- Un autre colloque fut organisé en 1990 sur "Dette ou financement du développement". Le compte-rendu est sorti sous forme d'un ouvrage publié aux éditions l'Harmattan : "La dette ou la fin du développement" (207 p.)

- Les membres du CRID ont par ailleurs participé au réseau européen sur la dette et le développement - EURODAD - depuis début

1990, le plus souvent par un soutien de principe aux différentes manifestations, actions et déclarations du réseau.

c L'impact de la campagne

La campagne n'est pas terminée et, comme toute campagne, il est difficile d'en cerner l'impact.

Vis-à-vis du grand public, il faut reconnaître que les mots d'ordre n'ont pas été faciles à populariser à travers les groupes locaux. Toutefois, les actions, en multipliant les explications auprès des responsables locaux, ont contribué à une popularisation des thèmes.

Sans la campagne, il est clair que ces thèmes auraient été bien moins connus et même ignorés.

Il s'agissait surtout d'une campagne dirigée vers les décideurs : certaines idées ont fait leur chemin et certains mots d'ordre ont été partiellement entendus, y compris au niveau des responsables de la Banque mondiale. Le dernier numéro "Archimède et Léonard" fait le point pour savoir ce que sont devenus les principes du code de bonne conduite de 1987. Ils ont évolué, certes, mais les décideurs sont conscients des nécessités de prendre en compte les revendications des O.S.I. pour le développement.

Tant que le problème de la dette ne sera pas résolu, tant que les garanties ne seront pas obtenues au niveau du financement du développement, la campagne continuera sous les multiples formes qu'elle a prises depuis huit ans qu'elle a été lancée. Ainsi, dans la campagne du CRID sur l'environnement, le problème de la dette demeure central. Les associations françaises ont d'ailleurs avancé des propositions intéressantes aux conférences de Paris et de Rio.

D'un point de vue conceptuel, cette campagne a contribué à enrichir et clarifier certaines dimensions de l'endettement du tiers-monde et a obligé bien souvent à remettre en cause et à affiner les analyses :

- cette campagne a été lancée en insistant sur la relation fondamentale globale entre pays créanciers et pays débiteurs, entre endettement et développement.

- il est rapidement apparu restrictif de parler d'un bloc de la dette du tiers-monde : il convenait alors de reconnaître l'existence de plusieurs dettes du tiers-monde, ce qui a conduit à établir une typologie partant des statuts juridico-financiers classiques (public/privé...) des dettes, en y incluant des critères de droit international (légitimité/illégitimité) et en y distinguant différents groupes d'acteurs.

- au niveau des propositions, on est passé rapidement d'une perspective d'annulation pure et simple (qui aurait pour conséquence de couper les pays du Sud des sources de financement nécessaire à leur développement) à une solution reconnaissant l'illégitimité claire de certaines dettes qui n'ont pas à être remboursées, et la légitimité

d'autres (moins importantes, il est vrai) ayant effectivement été investies à des fins de développement.

Ceci amène à mettre en garde les O.S.I. contre une utilisation abusive des échanges dette-nature, coûteux pour les pays, les associations,, et n'ayant qu'un impact minime sur le montant du service de la dette.

- enfin, et c'est l'impact le plus efficace au niveau des groupes de base et de la sensibilisation grand public, le problème de la dette a été sans cesse remis à sa place dans le débat national, afin de ne pas le mettre sur le devant de la scène pour occulter le problème plus large du développement et des modalités de son financement. En ce sens, si la question de la dette est complexe pour une action de sensibilisation, c'est une occasion intéressante d'aborder les problèmes Nord-Sud dans leur ensemble. Et c'est toujours ainsi que les groupes locaux ont procédé, même si au niveau national, cette campagne a permis de former des "experts" sur la question afin de dialoguer avec les décideurs.

CONCLUSION

Les associations françaises commencent à acquérir une bonne expérience en matière d'éducation au développement. Des acteurs multiples, des actions éprouvées depuis plus de trois décennies, des animations ciblées (publics scolaires, formateurs, grand public...), de nombreuses campagnes nationales, des moyens d'action variés...

Ce panorama actif de l'éducation au développement a amené les associations à une prise de conscience nouvelle au début des années 90, d'abord sur la nécessité de se coordonner, ensuite sur l'utilité des évaluations dans ce domaine.

Dans le passé, l'insuffisance de coordination et de concertation a parfois conduit à des chevauchements d'actions ou à des actions contradictoires qui déservaient l'objectif visé. Citons comme exemple "Action Ecole" (collecte et envoi d'aide alimentaire), dans les années 84-85, lancée par le chanteur Bob Geldof avec des visées médiatiques et spectaculaires évidentes, tandis que d'autres O.S.I. développaient auprès des publics scolaires une démarche à long terme et en profondeur, en soulignant notamment les nécessités de l'autosuffisance alimentaire dans les pays du Sud. Ce genre de télescopage a contribué à faire comprendre aux associations la nécessité de travailler de façon concertée et d'éviter les contradictions et les concurrences très dommageables par rapport au but poursuivi.

La fin des années 80 et surtout le début des années 90, ainsi que la préparation de la conférence de Rio sur l'environnement, ont amené les O.S.I. françaises à réfléchir sur leurs objectifs et leurs moyens, en facilitant contacts et actions communes en vue de mieux respecter l'impératif d'information et d'éducation qu'elles se sont assigné. Ainsi, on assiste de plus en plus à une distinction nette entre éducation au développement et collecte de fonds, bien qu'il subsiste encore des

actions dites d'"éducation au développement" davantage destinées à "vendre" l'association qu'à pratiquer une véritable éducation à la solidarité.

Néanmoins, les coordinations engagées sur des campagnes nationales (notamment celle sur l'environnement coordonnée par le CLOSI et mise en oeuvre par le CRID avec la collaboration de la Ligue de l'Enseignement et de l'Association Française des Volontaires du Progrès) témoignent de la volonté des O.S.I. de travailler ensemble et de casser les clivages traditionnels.

Ainsi, malgré une difficulté croissante d'accès aux médias, les associations, grâce à une meilleure concertation arrivent à mieux atteindre les objectifs d'éducation au développement qu'elles s'assignent, grâce à la coordination des groupes de base.

D'éclatées, les actions deviennent communes : un exemple particulièrement intéressant est celui de la Journée tiers-monde à l'école de 1993. Pour la première fois, les collectifs au sein du CLOSI ont réalisé ensemble un document pédagogique sur le thème de la santé (en fonction du cadre fixé par la circulaire du Ministère de l'Education Nationale) à l'attention des élèves et des enseignants.

Ce document a été diffusé à 430 000 exemplaires dans les écoles et collèges par l'intermédiaire des collectifs et des associations membres.
(6)

L'organisation d'une table ronde sur l'éducation au développement par la Commission Coopération et Développement au mois d'octobre 1989 a également contribué à l'effort de concertation et de coordination des O.S.I. en matière d'éducation au développement. Au cours de cette table-ronde, les associations ont fait trois propositions pour donner plus d'ampleur à l'éducation au développement :

- 1 - Créer des occasions de co-production, notamment au niveau des médias.
- 2 - Choisir les jeunes comme public-cible privilégiée,
- 3 - Mieux évaluer les actions d'éducation au développement, avoir par exemple un bilan précis de la "Journée mondiale de l'alimentation" et de la "journée Tiers-monde à l'école".

Une des revendications communes des O.S.I. à l'égard des pouvoirs publics concerne le financement de leurs actions.

En effet, les fonds publics consacrés à l'éducation au développement sont largement insuffisants.

En 1989, lors de la table ronde, les O.S.I. avaient demandé aux pouvoirs publics de dégager 10% des montants attribués aux projets de terrain pour l'information du public. Le principe en avait été accepté, mais il n'a jamais été appliqué.

Les dernières discussions budgétaires pour 1994 au niveau des pouvoirs publics français réduisent l'appui aux associations de 87% : il tombe à

900.000 F pour l'ensemble de leurs actions, soit 1/45.000 ème de l'aide publique au développement (7)...

C'est là un handicap marquant des associations en France : les financements publics de tous genres aux O.S.I. représentent moins de 0,5% de l'Aide publique française, alors que chez leurs voisins européens, ce pourcentage atteint ou dépasse 10%.

Peu de moyens, et peu de considération pour l'activité elle-même (confondue avec les opérations de "publicité" comme cela a été dit lors du débat à l'Assemblée Nationale lors du vote du budget de la Coopération par le rapporteur lui même) malgré les coordinations, les actions communes et de nouvelles approches mises en place par les O.S.I. : voici comment on pourrait résumer l'état des lieux de l'éducation au développement aujourd'hui en France.

Pourtant, les pouvoirs publics ont souligné à maintes reprises, notamment au cours de la table ronde de 1989, l'importance de l'éducation au développement dans toute politique de coopération.

Malgré ce manque de moyens publics (même au niveau européen), les associations françaises tiennent à répondre à un besoin accru de qualité, de compétence et de rigueur en ce qui concerne l'éducation au développement. Dans ce but, elles ont entrepris toute une série de bilans et d'évaluations : évaluations internes et externes de leurs actions par certaines O.S.I., évaluation par l'IRFED des actions des associations en matière d'éducation au développement dans le milieu scolaire, état des lieux du CLOSI en matière d'éducation au développement.

Le plus grand nombre d'évaluations a lieu dans le domaine scolaire, qui reste une priorité pour l'ensemble des O.S.I. françaises. Les projets dans le milieu scolaire demandent en effet un suivi particulier pour se conformer au rythme du Ministère de l'Education Nationale tout en envisageant des animations dans la durée.

Les études de cas résumées dans le présent rapport sont toutes issues d'évaluations complètes - internes et externes - qui sont de véritables outils d'amélioration de l'action et de diffusion des expériences.

Les O.S.I. se dotent aussi d'outils nouveaux pour mieux s'insérer dans les milieux socio-culturels auxquels elle s'adresse. On peut donner par exemple le cas de BAROSUD, une étude sur l'image du tiers-monde dans les médias, qui montre quelle est l'image dominante des pays du Sud pour l'opinion publique française. Ainsi, les associations situent mieux à quelles déformations elles doivent faire face et comment les actions de sensibilisation doivent prendre l'opinion à revers pour être efficaces.

Les organisations de développement se heurtent en effet à une image déformée du Sud dans l'opinion publique, car certaines organisations humanitaires continuent à sensibiliser le public en faisant "pleurer dans les chaumières". Ces organisations présentent une image misérabiliste propre à provoquer la pitié et donc la générosité immédiate au profit de l'organisation qui se sert de ces moyens comme d'une publicité. Cette pratique va totalement à l'encontre de l'image du Sud que les O.S.I. essaient de promouvoir, un Sud peuplé d'organisations partenaires, dynamiques, qui prennent leur avenir en mains. Il y a de grandes différences entre la solidarité qui découle de l'éducation au développement et la pitié qui découle de l'émotion humanitaire. Cette approche a aussi des effets négatifs sur la conception de la citoyenneté que les associations essaient de promouvoir au sein du public français. Bien que ces clivages s'atténuent entre les organisations depuis quelques années, ils restent très vivaces dans l'opinion.

Le contexte financier et médiatique dans lequel les associations françaises évoluent n'est pas pour faciliter leur travail. Malgré cela, les actions d'éducation au développement se développent. Depuis 20 ans, les O.S.I. françaises ont parcouru un chemin considérable en matière d'éducation au développement et peuvent faire valoir un travail de qualité tant au niveau de la réflexion que de l'organisation de campagnes, d'actions communes et de l'élaboration de documents pédagogiques. L'éducation au développement reste un champ majeur d'intervention, et les associations françaises sont bien décidées à continuer à s'y investir.

SOURCES PRINCIPALES

- (1) . "L'éducation au développement dans l'univers scolaire - un essai d'évaluation des actions des ONG".
Rapport d'étape, IRFED, Ruth Padrun, nov. 1991
- (2) . "Les ONG françaises et l'éducation au développement parmi les publics scolaires - extraits d'une enquête-évaluation réalisée parmi les ONG", IRFED, Ruth Padrun, mars 1993
- (3) . "Comprendre aujourd'hui, construire demain"
FOL 07 - Evaluation de Planète-Passion en Drôme/Ardèche, sept.1992
Annie Pontal
- (4) . Evaluation de l'Université d'Eté "Environnement et développement"
- Terrains de découvertes -
ORCADES, sept. 1991
- (5) . "1986-1992 : Bilan de la campagne dette CRID-AITEC"
in Revue de presse n°13-14, été 1992
- (6) . Document pédagogique "Santé mondiale : une pilule dure à avaler",
distribué par le CLOSI, Octobre 1993.
- (7) . Le point sur la Loi SURVIE n° 47, octobre 1993.

AUTRES SOURCES

- . "L'Education au développement - Bilan et repères théoriques"
Fédération française des Clubs UNESCO, 1990
- . "Evaluation des projets d'éducation au développement co-financés par la CEE", Doris Voorbraar, CCE, nov. 1988
- . "De l'éducation au développement en France", Nadine Vauzelle,
Mémoire de DESS, Sorbonne, oct. 1989
- . "Eduquer au développement durable", Corinne Lajarge,
Mémoire de DESS, Sorbonne, Oct. 1991
- . "L'Education au développement"
Compte-rendu de la table ronde de la CCD, oct. 1989